



Le changement qu'il nous faut !

Le 6 mai 2012, une majorité de Français a signifié par le vote sa volonté de voir mettre enfin un terme à la succession de contre-réformes, dont la violence n'a eu d'égale que l'ampleur des destructions qu'elles ont entraînées dans tout le pays :

- Révision Générale des Politiques Publiques,
- vagues de licenciements, délocalisations,
- baisse du pouvoir d'achat et remise en cause de notre système de protection sociale (sécurité sociale, retraite et dépendance),
- développement de la précarité,
- remise en cause du droit de grève et du droit du travail,
- atteintes répétées au statut de la Fonction publique,
- démantèlement, fusion ou privatisation de services publics et suppression de services publics de proximité dans les territoires,

pour ne citer que ceux-là.

Le 6 mai c'est une politique de classe qui a été rejetée, son cortège de cadeaux fiscaux aux riches et d'exonération de « charges » pour les entreprises.

L'enseignement supérieur et la recherche n'ont pas été épargnés par les réformes réactionnaires. Elles ont été un terrain d'expérimentation privilégié, à l'échelle nationale, pour mettre en place un nouveau système profondément inégalitaire fondé sur la sélection et la ségrégation avec des armes telles que « l'excellence », l'orientation et l'insertion professionnelle.

Il faut rappeler les conséquences désastreuses de la Loi Liberté Responsabilité des Universités (LRU), de son corollaire l'accession aux RCE (Responsabilité et Compétences Élargies) et les opérations d'accompagnement que certains veulent encore considérer comme la réussite du quinquennat qui s'achève :

- près d'une dizaine d'universités mises en déficit budgétaire et sous tutelle des Recteurs et une vingtaine d'autres qui connaissent des difficultés financières,
- la marche forcée, imposée par le chantage aux moyens, vers la constitution d'une dizaine de PRES et la fusion des universités, la création de fondations de coopération scientifique ouvrant massivement l'enseignement supérieur et la recherche aux entreprises et financements privés,
- l'éclatement du service public national et la mise en concurrence des établissements, des laboratoires, des services et des personnels entre eux,
- l'aggravation de la concurrence avec le Grand emprunt qui sous prétexte de recherche de « l'excellence » a suscité la création de 8 pôles universitaires privilégiés concentrant l'essentiel des moyens au détriment de la continuité territoriale du système universitaire et de l'existence même de dizaines d'universités condamnées à terme,
- la politique d'attribution des moyens, d'évaluation et de financement sur projets, masquant à peine le processus de privatisation de l'enseignement supérieur,
- la mise en place de la politique d'évaluation individuelle dont aucun agent ou enseignant ne veut,
- l'accroissement de la précarité des agents et des enseignants comme stratégie de management et de destruction des emplois publics,

- la mise à bas de la culture universitaire fondée sur la coopération et la collégialité au profit de la concentration des pouvoirs entre les mains des présidents d'université et de leurs équipes de direction,
- la détérioration extrêmement rapide du dialogue entre les personnels ou leurs organisations représentatives et les directions managériales imbues de leur pouvoir,
- la création d'un nouveau rapport de subordination entre les personnels de la Fonction publique et leur chef d'établissement remettant notamment en cause les libertés pédagogiques et scientifiques,
- l'assujettissement de la recherche aux intérêts directs de l'industrie privée et la fragilisation de disciplines jugées « non rentables » dont certaines sont menacées de disparition.

Pour répondre à l'aspiration de la majorité des collègues, qui s'étaient massivement exprimés lors du mouvement de 2009 et qui ont également manifesté leur rejet des orientations mises en œuvre dans l'enseignement supérieur et la recherche, le nouveau gouvernement doit impérativement rompre avec cette politique de destruction programmée de l'enseignement supérieur et de la recherche qui ont été durement meurtris ces dernières années.

Pour commencer à restaurer la confiance avec la communauté universitaire, ce gouvernement doit très vite prendre des mesures qui inversent le processus de démantèlement du Service public d'enseignement supérieur et de recherche :

- l'abandon de la RGPP et l'abrogation de la loi de 2008 sur la mobilité et les parcours professionnel,
- l'abrogation de la loi LRU et du Pacte pour la recherche,
- la création de postes pour répondre aux besoins, résorber la précarité (plan de titularisation) et le sous-classement,
- l'arrêt de la politique élitiste de sélection par « l'excellence » avec les projets IDEX et les projets de fusion d'établissements qui l'accompagnent,
- la dissolution de l'AERES, de l'ANR,
- le recours à des financements récurrents de la recherche et le maintien des organismes de recherche,
- la révision des modalités d'attribution des moyens aux établissements,
- l'arrêt des projets de Partenariats public privé et des projets de l'Opération campus qui impose le recours aux PPP,
- la prise en compte des spécificités des disciplines et notamment des Sciences humaines et sociales,
- l'abandon de la réforme de la catégorie B,
- le retrait du décret de 2009 concernant les enseignants-chercheurs,
- l'abandon de toute politique d'évaluation individuelle des personnels (évaluation individuelle par le N+1 ou par le CNU),
- la reconnaissance des qualifications, la revalorisation des grilles indiciaires et l'abandon des salaires clientélistes au mérite (PFR, PES...), minimum Fonction publique à 1700 €,
- la suppression des agrégations du supérieur et la réforme du Conseil national des universités,
- la revalorisation du rôle du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que le renforcement de ses prérogatives,
- l'abandon du recours au vote électronique pour les élections professionnelles,

De nombreuses mesures très rapides peuvent d'ores et déjà être prises pour empêcher les dégradations du Service public de s'étendre.

Montreuil, le 16 mai 2012